



Evaluation décentralisée pour la prise de décisions basée sur les preuves
PAM Bureau de l'Evaluation



Système d'Assurance Qualité des Evaluations Décentralisées (DEQAS)

Termes de Référence

Evaluation des programmes intégrés de cantines scolaires financés par l'Ambassade des Pays Bas (provinces Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke) et par l'Union Européenne (province Gitega) et mis en œuvre par le bureau du PAM au Burundi.

De 2016 à 2018

PAM BURUNDI

1. Introduction	3
2. Raisons de l'évaluation	3
2.1. Logique.....	3
2.2. Objectifs.....	4
2.3. Participants et Utilisateurs.....	4
3. Contexte et sujet de l'évaluation	6
3.1. Contexte.....	6
3.2. Sujet de l'évaluation	8
4. Approche de l'évaluation.....	8
4.1. Champ	8
4.2. Critères d'évaluation et Questions.....	9
4.3. Disponibilité des données.....	10
4.4. Méthodologie.....	10
4.5. Assurer la qualité.....	11
5. Phases et Produits à Délivrer	12
6. Organisation de l'évaluation et questions d'éthique.....	13
6.1. Conduite de l'évaluation	13
6.3. Considérations de Sécurité	14
6.4. Ethique	14
7. Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes	15
8. Communication et budget.....	16
8.1. Communication	16
8.2. Budget	16
Annexe 1 Carte.....	18
Annexe 2 Programme d'évaluation	19
Annexe 3 Membres du comité d'évaluation interne	21
Annexe 5 Acronymes	22
Annexe 6 Autres Annexes Techniques.....	24

1. Introduction

1. Ces Termes de Référence (TDR) ont été élaborés pour l'évaluation des programmes intégrés de cantines scolaires financés par l'Ambassade des Pays Bas et de l'Union Européenne et mis en œuvre par le bureau du Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Burundi. Cette évaluation est commanditée par le Bureau de Pays du PAM et couvrira les interventions du PAM au Burundi pendant la période 2017-2018. Elle se déroulera entre août 2018 (formulation des TDR) et avril 2019 (rapport final de l'évaluation), avec une mission de collecte de données prévue en février 2019.
2. Ces TDR ont été préparés par le Bureau de Pays du PAM Burundi en se basant sur la revue de documents initiaux et sur la consultation des participants, et en suivant un modèle standard. Le but de ces TDR est double. Premièrement, ils fournissent des informations importantes à l'équipe d'évaluation et aident à la guider au cours du processus d'évaluation ; et deuxièmement, ils fournissent des informations importantes à toutes les parties prenantes de l'évaluation proposée.
3. Il s'agira d'une évaluation final de deux projets : (a) Projet de renforcement de la résilience à Gitega impliquant la mise en œuvre d'un programme de repas scolaires et la prévention et le traitement de la dénutrition avec le financement de l'Union Européenne (EU) et (b) Projet de « promotion du développement du secteur agricole à travers les achats locaux pour l'approvisionnement des cantines scolaires et la fortification des aliments locaux dans les provinces du Nord-Ouest du Burundi » financé par le Royaume des Pays Bas.
4. Le PAM a priorisé les interventions nutritionnelles et des cantines scolaires endogènes dans les provinces de Bubanza, Bujumbura, Cibitoke et Gitega. Dans ces régions, le contexte général est caractérisé par une vulnérabilité multiple et complexe à l'insécurité alimentaire chronique, à la pauvreté et à la malnutrition et à de mauvais résultats scolaires (faible taux de fréquentation) mais avec certaines potentialités à l'augmentation de la productivité agricole.

2. Raisons de l'évaluation

2.1. Logique

5. a) Le soutien actuel de l'UE au programme de repas scolaires et à la prévention et au traitement de la dénutrition dans la province de Gitega, qui a débuté en décembre 2016, prendra fin en décembre 2018. L'évaluation en cours permettra d'apprécier la contribution des activités financées par l'UE, à l'amélioration de l'accès à une éducation de base de qualité, tout en augmentant l'apport en micronutriments des enfants; des contributions à l'augmentation des achats locaux de grains de maïs et de haricots auprès des petits exploitants agricoles et une contribution à la réduction du retard de croissance des enfants âgés de 6 à 59 mois dans la province de Gitega. b) La première phase du programme intégré d'alimentation scolaire financé par les Pays Bas a démarré en 2013 pour une période de 2013-2017 et prolongé par la suite jusqu'en 2018. Ce programme vise l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel de la population des provinces de Cibitoke, Bubanza et Bujumbura rural. Avec l'école à cantine au centre de la promotion de la production agricole locale, de l'encadrement de la gestion et de la commercialisation de certains produits agricoles, de la promotion de l'hygiène et de l'assainissement, de l'introduction de la fortification des aliments locaux, de la promotion des foyers améliorés, de la promotion des jardins potagers etc. Cette première phase du financement hollandais pour le projet intégré des cantines scolaires endogènes arrive à son terme et nécessite une évaluation finale.
6. Cette évaluation intervient également à un moment critique de l'engagement du PAM avec le gouvernement dans le renforcement du programme national des cantines scolaires. Une évaluation rigoureuse permettra de déterminer les faiblesses, les forces et les leçons du projet dans la zone pilote et d'utiliser les résultats de la planification stratégique de l'alimentation scolaire lors de la conception du soutien du PAM au programme d'alimentation scolaire dans le cadre du Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC) 2018-2021.
7. La pertinence de l'évaluation des programmes de cantines scolaires endogènes sous les financements de l'union Européenne et de l'ambassade des Pays Bas se justifie par la volonté de mesurer le progrès des interventions à la fin de la mise en œuvre.
8. Les résultats de cette évaluation serviront de base pour justifier/plaider en faveur de la poursuite des interventions et de mettre en évidence les leçons apprises sur la pertinence ou non des programmes intégrés pour des fins d'apprentissage.

2.2. Objectifs

4. Les évaluations au PAM ont deux objectifs qui se renforcent mutuellement, la responsabilité et l'apprentissage:
 - **Responsabilité** – L'évaluation analysera et rendra des comptes sur la performance et les résultats des programmes de cantines scolaires endogènes avec les financements de l'Union Européenne et des Pays Bas et dont les objectifs sont les mêmes à quelques spécificités près.
 - **Apprentissage** – L'évaluation déterminera les raisons pour lesquelles certains résultats sont survenus ou non, afin de tirer des leçons, des meilleures pratiques, et des indications pour apprendre. Elle fournira des conclusions qui reposent sur des preuves pour éclairer le processus de décisions opérationnel. Les observations seront diffusées de façon active et les leçons seront incorporées dans les systèmes de partage des leçons apprises.
5. Alors que les détails sur les portées des deux programmes sont largement développés dans la théorie du changement (TOC) à l'annexe 6, le bureau du PAM Burundi à travers la présente évaluation des deux programmes cherche à évaluer les objectifs suivants :
 - 5.1. Accès à l'éducation pour les filles et les garçons à travers la performance des taux d'inscription ainsi que le niveau d'implication communautaire dans la prise en charge des programmes de cantines scolaires endogènes.
 - 5.2. Accroissement des revenus des coopératives des petits producteurs à travers leur connexion au marché des écoles et l'amélioration des conditions de production alimentaire de qualité, de gestion post récoltes (réduction des pertes post récolte, meilleure conservation...) et de commercialisation.
 - 5.3. Promotion du statut nutritionnel dans les communautés et dans les écoles à travers les interventions de prévention et de traitement de la malnutrition ainsi que l'amélioration des pratiques nutritionnelles d'hygiène et d'assainissement.

2.3. Participants et Utilisateurs

6. Bon nombre de participants à la fois de l'intérieur et de l'extérieur du PAM sont intéressés par les résultats de l'évaluation et on demandera à certains d'entre eux de jouer un rôle dans le processus d'évaluation. Le Tableau 1 ci-dessous fournit une analyse préliminaire des participants, qui devrait être affinée par l'équipe d'évaluation dans le cadre de la phase de démarrage.
7. **La responsabilité envers les populations affectées** est liée aux engagements du PAM d'inclure les bénéficiaires en tant que participants importants dans le travail du PAM. Ainsi, le PAM est engagé à s'assurer de l'égalité des sexes (genres), et de l'engagement des femmes dans le processus d'évaluation de façon appropriée, avec la participation et la consultation des femmes, hommes, garçons et filles de différents groupes.

Tableau 1: Analyse Préliminaire des Participants

Participants	Intérêt dans l'évaluation et utilisations probables du rapport d'évaluation pour cette partie prenante
PARTIES PRENANTES INTERNES	
Bureau de Pays (BP) Burundi	Responsable de la planification et mise en œuvre des interventions au niveau du pays, il est directement impliqué dans l'évaluation et son intérêt est de tirer des leçons sur la base de son expérience afin d'éclairer la prise de décision. On l'appelle également à rendre des comptes sur les résultats de ses interventions de façon interne, ainsi qu'à ses bénéficiaires et partenaires. De façon spécifique le BP répond à un engagement pris vis-à-vis du bailleur, dès la conception des programmes sous-évaluation, de conduire une évaluation des interventions.

Bureau Régional (BR) RBN	Responsable à la fois de la supervision des Bureaux de Pays (BPs), de l'encadrement et de l'appui technique, la direction du Bureau Régional a grand intérêt à prendre connaissance d'un bilan indépendant de la performance opérationnelle ainsi qu'à tirer les enseignements des constatations issues de l'évaluation afin de les appliquer à d'autres bureaux de pays. Le Bureau Régional fournit un soutien à la direction du BP pour assurer une évaluation de qualité, crédible et utile.
Siège du PAM	Le PAM est intéressé par les leçons qui émergent des évaluations, en particulier quand elles ont trait aux stratégies, politiques, champs thématiques du PAM ou aux modalités de livraison pertinentes aux programmes plus étendus du PAM.
Bureau de l'Evaluation (OEV)	L'OEV est intéressé à assurer que les évaluations décentralisées fournissent des évaluations de qualité, crédibles et utiles qui respectent les dispositions d'impartialité ainsi que les rôles et les responsabilités de divers participants aux ED telles qu'identifiées dans la politique d'évaluation.
Conseil d'Administration du PAM (EB)	L'organe directeur du PAM est intéressé par les informations sur l'efficacité des opérations du PAM. Cette évaluation ne sera pas présentée au EB mais ses observations peuvent être incluses dans les synthèses annuelles et dans les processus d'apprentissage d'entreprise. A près d'une année du démarrage du plan stratégique intérimaire pour le Burundi (ICSP 2018-2020), les résultats de la présente évaluation constituent une base d'informations cruciales pour la prochaine étape de programmation.
PARTIES PRENANTES EXTERNES	
Bénéficiaires¹	En tant que bénéficiaires ultimes de l'aide alimentaire, l'enjeu pour le PAM est de déterminer si son aide est appropriée et efficace. Ainsi, le niveau de participation dans l'évaluation de femmes, hommes, garçons et filles de différents groupes sera déterminé et leurs perspectives respectives seront recherchées. La participation des bénéficiaires dans lesdits programmes sous-évaluation est particulièrement cruciale dans la mesure où les communautés sont appelées à une appropriation intégrale à terme du programme de cantine scolaire et à promouvoir et/ou pérenniser certaines autres activités connexes.
Gouvernement²	Le Gouvernement a un intérêt direct pour savoir si les activités du PAM dans le pays sont conformes à ses priorités, harmonisées avec l'action d'autres partenaires et répondent aux résultats attendus. Les problèmes liés au développement des capacités, au passage de responsabilité et à la durabilité sont particulièrement importants. Par ailleurs, dans sa volonté de pérenniser les activités d'alimentation scolaire le Gouvernement a récemment mis en place une « direction nationale de cantines scolaires »
Equipe de Pays des Nations Unies (UNCT)	L'action harmonisée de l'UNCT devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement du gouvernement. Elle a par conséquent un intérêt à assurer que l'opération du PAM est efficace dans sa contribution aux efforts communs des Nations Unies. Diverses agences sont également des partenaires directs du PAM au niveau politique et des activités.

¹ Les écoles, les comités des parents, les collectivités locales, les coopératives agricoles, les leaders communautaires, etc.

² Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida, Ministère de l'éducation, de la formation technique et professionnelle, Ministère de l'environnement, agriculture et élevage, Ministère des finances et du développement économique, etc.

	Les résultats de la présente évaluation constituent une base d'information additionnelle pour le Cadre d'Assistance au Développement des Nations Unies UNDAF 2019 -2023 lui-même aligné au Plan National de Développement (PND) 2018 – 2027.
ONGs³	Les ONGs sont les partenaires du PAM pour la mise en œuvre de certaines activités tout en ayant leurs propres interventions en même temps. Les résultats de l'évaluation peuvent affecter des modalités de mise en œuvre à venir, d'orientations stratégiques et de partenariats futurs.
Donateurs⁴	Les opérations du PAM sont financées bénévolement par un certain nombre de donateurs. Ils sont intéressés de savoir si leurs fonds ont été dépensés de façon efficace et si le travail du PAM a été efficace et a contribué à leurs propres stratégies et programmes.
Secteur privé [investisseurs engagés dans la promotion des énergies alternatives, dans la production du lait, etc.]	Les opérations du PAM et en particulier celles en rapport avec les programmes sous évaluations constituent des opportunités d'affaires à saisir par certains acteurs du secteur privé ; Certains acteurs sont déjà fournisseurs de biens et services notamment ceux en rapport avec la production des foyers améliorés, l'introduction du lait dans l'alimentation scolaire, etc. Des opportunités restent à saisir quant à la production et à la vente des foyers améliorés et à la commercialisation des équipements pour la réduction des pertes post récoltes etc.
communautés des bénéficiaires	Une restitution pour les communautés des bénéficiaires engagées dans le processus sera réalisée, et le feedback incorporé dans les documents programmatiques.

3. Contexte et sujet de l'évaluation

3.1. Contexte

8. Le Burundi est un pays enclavé, à faible revenu, à déficit vivrier chronique et dans une situation de gouvernance fragile. Après les progrès sociaux et économiques perceptibles réalisés au cours de la dernière décennie, les tensions socio politiques de 2015 ont eu un impact négatif sur l'activité économique et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population. Selon le rapport sur le développement humain 2016 du PNUD, le Burundi se classe au 184ème rang sur 188 pays, contre 180 en 2014.
9. Avec une population estimée à 11,7 millions d'habitants en 2017, **le Burundi a une densité de 435 habitants au kilomètre carré, la deuxième en importance en Afrique subsaharienne.** Son taux de natalité d'environ **3,3%, parmi les plus élevés au monde, aggrave la pression sur les terres. Plus de 45% des Burundais sont des enfants de moins de 15 ans.**
10. Près de **65% de la population vit sous le seuil de pauvreté,** essentiellement dans les zones rurales. Pour leur subsistance, les pauvres dépendent principalement de l'agriculture et des secteurs informels caractérisés par une production et des revenus peu sûrs. Ils sont très vulnérables à l'insécurité alimentaire, la nourriture représentant près de 80% de leurs dépenses totales. Selon le Global Hunger Index Report 2014, **le Burundi affiche le score de faim le plus élevé au monde.**
11. La topographie accidentée et l'altitude élevée du pays le rendent particulièrement vulnérable aux risques naturels et aux catastrophes liés aux changements climatiques. D'après le document de stratégie nationale de prévention des risques et de gestion des catastrophes (2012-2015), les principaux risques sont **les sécheresses, les inondations de marécages et de basses terres et**

³ World Vision, Croix Rouge Burundi - CRB, Concern, Action Batwa, ...

⁴ Union Européenne, ambassade des Pays Bas, Monaco, Banque Mondiale

les glissements de terrain. Le pays compte actuellement plus de 180.000 personnes déplacés internes à la suite des effets combinés de la crise socioéconomique de 2015 et les aléas climatiques récents. Plus de 400.000 personnes se sont également réfugiés à l'extérieur du pays depuis la crise de 2015.

12. D'après les résultats de l'analyse du cadre intégrée de l'insécurité alimentaire (IPC) chronique de 2016, plus de 50% sont en insécurité alimentaire chronique dont 21% en insécurité alimentaire chronique sévère. Les provinces abritant les programmes sont en insécurité alimentaire chronique modérée sauf Bubanza qui est en insécurité alimentaire chronique sévère.
13. La malnutrition est une préoccupation majeure au Burundi, en particulier la malnutrition chronique, taux parmi les plus élevés au monde, avec plus de la moitié des enfants de moins de 5 ans ayant un retard de croissance (56%) d'après l'Enquête Démographique de Santé du Burundi (EDSB) 2016-2017. Les enfants des zones rurales souffrent davantage de malnutrition aiguë et chronique que dans les zones urbaines. Le retard de croissance est également étroitement lié à l'état nutritionnel et au niveau d'éducation de la mère, les taux les plus élevés étant observés chez les mères souffrant d'insuffisance pondérale et n'ayant pas fréquenté l'école.
14. Les principales causes de malnutrition sont la pauvreté généralisée et l'insécurité alimentaire. Seul un enfant sur cinq âgé de 6 à 23 mois a consommé un régime alimentaire diversifié adéquat. Dans les zones rurales, 45% des enfants de moins de 5 ans sont anémiques. Les autres facteurs déterminants de la malnutrition sont les pratiques d'alimentation et de soins des nourrissons et des jeunes enfants, la forte prévalence de la morbidité, l'accès limité à des services de santé de qualité et les mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement. On estime que le fardeau de la malnutrition se traduit par des pertes économiques de près de 102 millions USD par an.
15. Le secteur agricole, principal secteur économique du pays, emploie 90% de la population et représente près de 35% du produit intérieur brut (PIB).
16. Les femmes jouent un rôle clé dans l'agriculture de subsistance et garantissent l'accès des ménages à la nourriture. Mais elles restent largement marginalisées et dépendantes. Les conditions de vie difficiles dans les zones rurales ont un impact direct sur la pauvreté des femmes qui manquent de considération sociale. Elles ont un accès limité aux moyens de production et aux intrants agricoles et ont peu de contrôle sur les revenus agricoles qu'elles génèrent. Les lois coutumières les empêchent d'hériter des terres. Par ailleurs, la scolarisation des filles se heurte à de nombreux défis dans le contexte du Burundi à savoir la priorité réservée aux garçons pour la scolarisation au détriment des filles en cas de ressources insuffisantes, la capitalisation du travail des jeunes filles en appui à leurs mères en cas de pauvreté, les mariages précoces, scolarisation des filles très peu considérée dans certains cas etc.
17. En 2012, le Burundi s'est doté d'une « Politique Nationale Genre » actualisée 2012-2025 se posant comme moyen de promotion de l'équité et de l'égalité entre les femmes et les hommes, et par-delà cet acquis, comme un gage de succès à la réalisation d'un développement durable au Burundi. Elle sert, à cet effet, de cadre d'orientation pour tous les acteurs de développement. L'échéance de 15 ans est considérée comme raisonnable pour obtenir progressivement les changements de comportement et les mutations structurelles indispensables à l'effectivité de l'équité et de l'égalité de genre au Burundi.
18. Le projet intérimaire du PAM est aligné aux documents suivants: (i) Le document de la vision « Burundi 2025 »; (ii) le Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté deuxième génération (CSLP II); (iii) le UNDAF. Et le UNDAF actuel marque un changement majeur, passant de la consolidation de la paix et du relèvement à la résilience et à la réduction des risques de catastrophe en mettant l'accent sur les objectifs de lutte contre la faim et la nutrition. Les programmes sont basés sur les avantages comparatifs des agences des Nations Unies au Burundi. Au niveau de cette assistance internationale, sans être exhaustif le PAM collabore entre autres avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en matière d'éducation, de protection sociale et de nutrition, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à la coordination des opérations de réfugiés, la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA) pour des projets de nutrition dans lesquels le PAM dirige la composante fortification l'achat de céréales et la fourniture d'un appui technique...

⁵ [Lien document PNG](#)

3.2. Sujet de l'évaluation

19. Il s'agit d'une ED unique portant sur deux « projets pilotes » similaires avec des financements différents.
20. L'évaluation décentralisée porte sur deux programmes de cantines scolaires endogènes sous les financements de l'Union Européenne dans la province de Gitega et de l'Ambassade des Pays Bas en dans les provinces de Bubanza, Bujumbura et Cibitoke. A quelques spécificités près les deux programmes faisant l'objet d'une évaluation unique compte des composantes intégrées à savoir la promotion des achats locaux, la prévention de la malnutrition, la promotion des foyers améliorés, la promotion de l'hygiène et des jardins potagers⁶, l'introduction des produits de la fortification ainsi que l'introduction du lait⁷ dans l'alimentation scolaire.
21. L'évaluation décentralisée portera essentiellement sur la mise en œuvre desdits programmes durant la période de 2017 à 2018.
22. L'ébauche de base de la théorie du changement (Theory of change - TOC) en annexe ainsi que les cadres logiques développés dans les documents de projets éclairent davantage sur les détails des activités, des résultats, des indicateurs et des cibles visées. D'autres documents se rapportant aux deux projets sous-évaluation sont également clairement définis au niveau du point 4.3.

4. Approche de l'évaluation

4.1. Champ

23. L'évaluation couvrira les activités mises en œuvre par le PAM entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2018. Les deux subventions (dorénavant "le programme") poursuivent des objectifs similaires consistant à fournir des repas scolaires aux élèves du primaire en utilisant des produits vivriers produits localement.
24. Le nombre total de bénéficiaires est d'environ 250.000 (voir tableau 2 ci-dessous). Une attention particulière devrait être accordée aux groupes vulnérables, tels que les ménages dirigés par des femmes.

Tableau 2 – nombre de bénéficiaires

	Ecoles[468 Ecoles]	Coopératives[90 coopératives] ⁸	Activités de Nutrition ⁹
Males	105.986	XX	6.875
Femelles	110.015	XX	21.463
total	216.001	898	28.338

25. Le programme est mis en œuvre dans trois provinces du nord-ouest du pays (Cibitoke, Bubanza et Bujumbura rural) et dans la province centrale de Gitega (voir carte en annexe I), avec quelques différences relativement mineures (voir tableau 3 ci-dessous). La composante alimentation scolaire du programme est mise en œuvre dans les deux zones, tandis que l'approvisionnement en produits agricoles est effectué dans les trois provinces du nord-ouest pour couvrir les besoins de l'ensemble du programme. La composante appui nutritionnel du programme est mise en œuvre avec différentes modalités dans les deux subventions: à Gitega, le PAM associe une gestion communautaire, une communication pour le changement de comportement et la fourniture d'aliments nutritionnels et de transferts monétaires. Tandis que dans la zone du Nord-Ouest, la fortification des aliments au niveau des ménages est la modalité d'appui nutritionnel choisie. L'équipe d'évaluation doit bien connaître ces différences

⁶ Activité développée dans les provinces de l'ouest sous financement des Pays Bas.

⁷ Uniquement dans le programme de Gitega sous financement de l'UE.

⁸ NB/ Le nombre de coopératives mentionné dans le tableau se limite à celles dans la zone d'action à savoir Bubanza, Cibitoke et Bujumbura rural. Sinon l'effectif global des coopératives bénéficiant de la connexion au marché des cantines s'élève à 143 coopératives de 32.788 membres.

⁹ Il s'agit de 14.031 enfants de moins de 2 ans et 14.307 femmes enceintes et allaitantes

géographiques et planifier de manière adéquate la collecte de données. L'évaluation devrait également intégrer le genre à tous les stades et veiller à ce que les ménages extrêmement vulnérables soient adéquatement impliqués.

Tableau 3 – couverture géographique des différentes composantes

	Gitega	Cibitoke, Bubanza et Bujumbura rural
Alimentation scolaire	X	X
Achats locaux	X	X
Soutien à l'initiative sur les marchés agricoles		X
Nutrition - fortification		X
Nutrition - gestion communautaire, communication pour le changement de comportement et fourniture d'aliments nutritifs et transferts monétaires	X	

4.2. Critères d'évaluation et Questions

26. **Critères d'évaluation** : L'évaluation appliquera les critères d'évaluation internationaux de la pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité.¹⁰ L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes devraient être considérées.
27. **Questions d'évaluation** : Alliées aux critères d'évaluation, l'évaluation abordera les questions importantes suivantes, qui seront ensuite davantage développées par l'équipe d'évaluation pendant la phase de démarrage. Collectivement, les questions ont pour but de souligner les leçons clés et la performance du programme, qui pourraient renseigner les futures décisions opérationnelles stratégiques et opérationnelles.
28. L'évaluation devra analyser comment les objectifs ainsi que les principes d'intégration du Gender Equality and Empowerment of Women (GEEW) du PAM et du système des Nations Unies ont été pris en compte dans la conception de l'intervention. Les dimensions GEEW doivent être intégrées dans tous les critères d'évaluation.

Tableau 4: Critères et questions d'évaluation

Critères	Questions d'évaluation
Pertinence/ Caractère Approprié	Le programme a-t-il ciblé les vrais bénéficiaires avec la bonne modalité de programmation, reflétant les besoins et le potentiel des différentes zones géographiques? Les activités du programme ont-elles été soutenues par une analyse de genre?
Efficacité	Les membres des coopératives ont-ils augmenté leurs revenus? Quelles sources de revenus ont augmenté pendant la durée du programme? Les enfants d'âge scolaire ont-ils amélioré leur accès à l'éducation grâce au programme? L'état de santé et de nutrition de la population s'est-il amélioré grâce au programme? Comment l'Initiative de soutien aux marchés agricoles renforce-t-elle ou réduit-elle les inégalités entre les sexes et encourage-t-elle l'autonomisation des femmes dans la chaîne de valeur agricole?
Efficience	La modalité choisie pour les activités de nutrition était-elle la plus rentable pour atteindre les objectifs de l'intervention? L'intégration d'activités / de composants est-elle propice aux résultats du projet?

¹⁰ For more detail see: <http://www.oecd.org/dac/revue/dacriteriaforevaluatingdevelopmentassistance.htm> and <http://www.alnap.org/what-we-do/revue/eha>

Impact	Quels sont les facteurs contraignants qui pourraient limiter l'impact futur de l'intervention?
Durabilité	Le programme a-t-il correctement considéré une stratégie de sortie?

4.3. Disponibilité des données

29. Documents disponibles

- Données et Rapports de suivi des distributions;
- Rapports de référence (baseline);
- Rapports d'enquêtes - pilotes;
- Divers documents de mise en œuvre du projet;
- Rapports sur la rétro information des bénéficiaires et à partir du mécanisme des plaintes (CFM) en place;
- Rapports des partenaires coopérants;
- Rapports et données de la section de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité et suivi évaluation (VAM/M&E).
- Autres rapports et données : Standard Project reports (SPR), la base de données du Country Office Monitoring and Evaluation Tool (COMET), Food Security outcome monitoring (FSOM) et rapport ad hoc qui comprend la composante genre etc.

30. En ce qui concerne la qualité des données et des informations, l'équipe d'évaluation devrait:

- a. **Évaluer la disponibilité et la fiabilité des données dans le cadre de la phase de démarrage en s'appuyant sur les informations fournies dans la section 4.3.** Cette revue renseignera la collecte des données
- b. **Vérifier de façon systématique l'exactitude, la constance et la validité des données collectées et des informations, et reconnaître toute limitation/mise en garde pour tirer des conclusions utilisant les données.**

31. L'équipe de l'évaluation devrait savoir que ;

- 31.1. Le PAM collecte des données de haute qualité sur les produits, mais certaines données sur les résultats pourraient être manquantes ou incomplètes, en particulier dans la composante P4P;
- 31.2. Le PAM Burundi collecte régulièrement des données sur les indicateurs institutionnels. Des indicateurs personnalisés peuvent être disponibles dans certains cas.
- 31.3. Toutes les données sont ventilées par sexe.

32. **L'équipe d'évaluation est chargée de collecter des données auprès d'un échantillon représentatif d'écoles et de coopératives (niveau de confiance de 95%, intervalle de confiance de 5).** Les enquêtes porteront sur les résultats immédiats et à long terme pour les ménages bénéficiaires.

33. Au cours de la phase de démarrage, le PAM Burundi et l'équipe d'évaluation devront se mettre d'accord sur une stratégie de collecte de données qui minimise les doubles emplois et favorise l'efficacité et l'exhaustivité.

34. L'équipe d'évaluation devrait veiller à ce que les outils et les méthodes d'échantillonnage et de collecte de données tiennent compte des sexospécificités et que les voix des femmes, des filles, des hommes et des garçons soient suffisamment entendues et utilisées.

4.4 Méthodologie

35. L'équipe d'évaluation procédera à une évaluation complète du programme fondée sur la théorie.

36. Pour répondre aux questions d'évaluation, une approche par **méthodes mixtes** est proposée:

- **Analyse documentaire et analyse contextuelle:** Une analyse minutieuse des données et informations existantes provenant de sources secondaires, notamment des documents de politique, des documents de programme, des rapports de suivi, des rapports annuels de projets, des revues antérieures et des évaluations;
- **Collecte de données primaires quantitatives:** à partir d'un nombre représentatif d'écoles et de coopératives au moyen d'une enquête représentative soigneusement conçue;

- **Collecte de données primaires qualitatives:** au moyen d'entretiens, de discussions de groupe, d'entretiens avec les informateurs clés et d'autres méthodes participatives.
 - **Analyse des coûts** - pour répondre aux questions liées à l'efficacité, il faudra procéder à une analyse détaillée des facteurs de coût du programme.
37. La méthodologie complète sera confirmée et affinée par l'équipe d'évaluation pendant la phase de démarrage, mais elle devrait:
- **Utiliser les critères d'évaluation pertinents ci-dessus.**
 - **Faire preuve d'impartialité et d'absence de biais** en s'appuyant sur un ensemble de sources d'informations (groupes de parties prenantes, y compris les représentants des bénéficiaires, etc.). La sélection des sites à visiter sur le terrain devra également faire preuve d'impartialité.
 - **Utiliser des méthodes mixtes** (quantitatives, qualitatives, participatives, etc.) pour assurer la triangulation de l'information par divers moyens.
 - **Appliquer une matrice d'évaluation axée sur les principales questions d'évaluation en tenant compte des problèmes de disponibilité des données, des contraintes budgétaires et de calendrier;**
 - Assurer, par l'utilisation de méthodes mixtes, **la participation** des femmes, des filles, des hommes et des garçons de différents groupes de parties prenantes et que leurs différentes voix soient **entendues et utilisées;**
 - **Intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes,** comme ci-dessus;
 - **Valider la théorie du changement pour le programme** (annexe 6);
38. Les processus suivants pour assurer l'indépendance et l'impartialité seront employés:
- **Un groupe de référence d'évaluation (GRE)** sera mis en place pour piloter l'évaluation, commenter tous les résultats de l'évaluation et exercer un contrôle sur la méthodologie;
 - Le GRE tout comme le DEQS veilleront à ce que tous les outils et produits du cabinet d'évaluation soient de qualité, externes et indépendants;
 - Le cabinet d'évaluation sera invité à définir comment l'éthique peut être assurée à toutes les étapes de l'évaluation et à rechercher les autorisations éthiques appropriées (institutionnelles et locales) durant la conception avant d'aller sur le terrain.
39. La méthodologie devrait **prendre en compte les problématiques liées à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes,** indiquant quelles méthodes de collecte de données sont employées pour rechercher des informations sur les questions relatives au genre et pour assurer l'inclusion des femmes et des groupes marginalisés. La méthodologie devrait s'assurer que les données collectées sont ventilées par sexe et par âge; une explication devrait être fournie si cela n'est pas possible. La triangulation des données devrait permettre d'entendre et de tenir compte des diverses opinions et voix des hommes et des femmes.
40. Il sera trop tard après le travail sur le terrain pour s'assurer que la collecte et l'analyse des données prennent en compte les problématiques liées à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; l'équipe d'évaluation doit donc disposer d'un plan clair et détaillé pour recueillir des données auprès des femmes et des hommes en tenant compte des spécificités des différents groupes avant le début du travail sur le terrain.
41. **Les résultats, conclusions et recommandations de l'évaluation doivent refléter l'analyse comparative entre les sexes, et le rapport devrait offrir des leçons, défis et recommandations pour mener une évaluation sexospécifique à l'avenir.**
42. Les risques potentiels à la méthodologie suivants ont été identifiés ;
- Le PAM collecte régulièrement des indicateurs de résultats institutionnels. Il faudra peut-être les intégrer à des indicateurs spécifiques aux programmes pour saisir toute l'étendue des réalisations du programme (par exemple, les revenus). La formulation et la mesure des indicateurs spécifiques incomberont à l'équipe d'évaluation.
 - Une base de référence pour les indicateurs mentionnés ci-dessus ne sera pas disponible et devra être reconstruite, éventuellement en utilisant d'autres sources d'informations et de méthodes statistiques.

4.5. Assurer la qualité

43. Le Système d'Assurance Qualité pour les Evaluations Décentralisées (DEQAS) du PAM définit les standards qualité attendus de cette évaluation et détaille des processus avec des étapes intégrées pour l'Assurance Qualité, les Modèles pour les produits d'évaluation et les Listes de Vérification pour leur révision. Le DEQAS est aligné de près sur le système d'assurance qualité des évaluations du PAM (EQAS) et est basé sur les normes du Groupe des Nations Unies pour

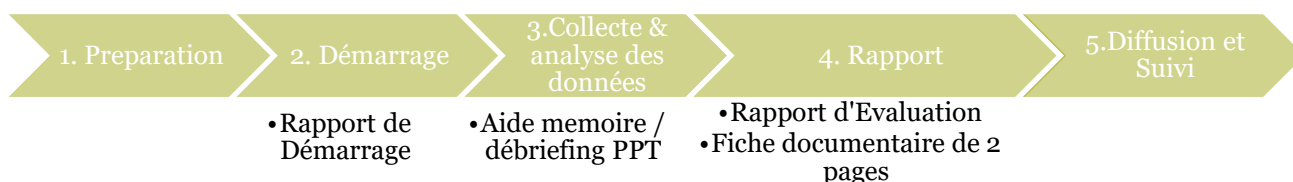
l'évaluation (GNUE) et les standards de meilleure pratique de la communauté internationale d'évaluation, et a pour but de s'assurer que le processus et les produits de l'évaluation sont conformes aux meilleures pratiques.

44. Le DEQAS sera systématiquement appliqué à cette évaluation. **Le Responsable de l'évaluation du PAM sera responsable de s'assurer que des progrès de l'évaluation selon le Guide du Processus Etape par Etape DEQAS et de conduire un contrôle qualité rigoureux des produits d'évaluation avant leur finalisation.**
45. Le PAM a développé **un ensemble de Liste de Vérification d'Assurance Qualité pour ses évaluations décentralisées.** Cela inclut des Listes de Vérification pour les commentaires sur la qualité de chacun des produits de l'évaluation. La Liste de Vérification sera appliquée à chaque étape, pour assurer la qualité du processus et des résultats de l'évaluation.
46. De plus, pour améliorer la qualité et la crédibilité de cette évaluation, un réviseur externe géré directement par le **Bureau d'Évaluation du PAM au Siège** fournira une revue des ébauches de rapport de démarrage et d'évaluation (en plus des ébauches des TDR), et apportera:
 - a. **Des commentaires systématiques depuis le point de vue de l'évaluation, sur la qualité des ébauches de rapports de démarrage et d'évaluation;**
 - b. **Des recommandations sur la façon d'améliorer la qualité des rapports finaux de démarrage et d'évaluation.**
47. Le gestionnaire de l'évaluation réalisera une revue des commentaires et recommandations du Quality Support Service (QS) et la partagera avec le chef d'équipe, lequel est sensé l'utiliser pour finaliser le rapport de démarrage/évaluation. Afin d'assurer la transparence et la crédibilité du processus en ligne avec les normes et standards d'UNEG¹¹, des explications logiques doivent être apportées pour toute recommandation qui ne soit pas prise en compte par l'équipe d'évaluation lors de la finalisation du rapport.
48. Ce processus d'assurance qualité n'interfère pas avec les points de vue et l'indépendance de l'équipe d'évaluation, mais assure que le rapport fournit les preuves (données) nécessaires de façon claire et convaincante, et tire ses conclusions sur cette base.
49. Il sera demandé à l'équipe d'évaluation de s'assurer de la qualité des données (validité, constance et exactitude) pendant les phases analytiques et de compte-rendu. L'équipe d'évaluation devrait être assurée de l'accessibilité à toute la documentation pertinente au sein des dispositions de la directive sur la divulgation d'informations. Cela est disponible dans la Directive du PAM (#CP2010/001) sur la Divulgation d'Informations.
50. La qualité de toutes les évaluations achevées sera évaluée de manière indépendante à travers un processus géré par OEV. Les résultats seront publiés en même temps que les rapports d'évaluation.

5. Phases et Produits à Délivrer

51. L'évaluation aura lieu selon la séquence suivante, présentant les produits à délivrer selon l'échelle de temps ci-dessous:

Illustration 1: Carte du résumé du processus



¹¹ UNEG 2016 Normes et Standards, Norme #7 affirme "que la transparence est un élément essentiel qui établit et crée confiance, favorise l'inclusion des parties prenantes et augmente le rendement de comptes public ».

52. Les Phases clé, les produits à délivrer,
- 52.1. **Préparation (Août – Octobre 2018)** – Le responsable de l'évaluation du bureau pays conduira les travaux de recherche préalables et des consultations pour concevoir l'évaluation, établira les termes de référence et sélectionnera la société (ou les consultants) chargée de gérer et mener l'évaluation.
 - 52.2. **Démarrage (Novembre– Décembre 2018)** - cette phase vise à préparer l'équipe d'évaluation en s'assurant qu'elle ait une bonne compréhension des attentes de cette évaluation et qu'elle dispose d'un plan précis pour la conduire. Cette phase inclura une revue documentaire des données secondaires et des premiers échanges avec les principales parties prenantes.
 - 52.3. **Collecte et analyse des données (Janvier- Mars 2019)** – Cette phase inclut la collecte des données et le travail sur le terrain. Produit à délivrer : Présentation Powerpoint du Débriefing
 - 52.4. **Rapport (Avril 2019)** – Pendant cette phase, l'équipe d'évaluation analysera les données collectées pendant l'étude documentaire et le travail de terrain, conduira des consultations supplémentaires avec les participants, si nécessaire. Produit à délivrer: Rapport d'évaluation
 - 52.5. **Utilisation des Observations et Suivi** – Le rapport d'évaluation est partagé avec les participants appropriés et les utilisateurs de l'évaluation. Le bureau d'administration de l'évaluation répondra aux recommandations de l'évaluation en fournissant un plan des actions qui seront entreprises pour adresser chaque recommandation, et la durée prévue pour entreprendre ces actions.
53. La durée des différentes phases ainsi que les activités et produits clés sont détaillés dans l'annexe 2

6. Organisation de l'évaluation et questions d'éthique

6.1. Conduite de l'évaluation

45. L'équipe d'évaluation réalisera l'évaluation sous la direction de son chef d'équipe et en communication rapprochée avec le Responsable de l'évaluation du bureau de pays. L'équipe sera embauchée à la suite de l'accord avec le PAM sur sa composition.
46. L'équipe d'évaluation n'aura pas été impliquée dans la conception ou la mise en œuvre du sujet de l'évaluation ou n'aura pas d'autre conflit d'intérêt. De plus, l'équipe agira de façon impartiale et respectera le [code de conduite de la profession d'évaluation](#).
- 6.2. Les différentes séquences et calendrier de la présente évaluation se réfèrent au programme d'évaluation détaillé en Annexe 2 Composition et Compétences de l'équipe
47. On s'attend à ce que l'équipe d'évaluation inclue 2 à 3 membres principaux et un mix d'évaluateurs nationaux et internationaux sera requis. Dans la mesure du possible, l'évaluation sera conduite par une équipe équilibrée sur le plan des sexes, de divers horizons géographiques et culturels, ayant les compétences appropriées pour évaluer les dimensions sexo-spécifiques du sujet spécifiées dans les sections sur la portée de l'évaluation, d'approche et de méthodologie des TdR. Au moins un membre de l'équipe devrait avoir une expérience au PAM.
48. L'équipe sera multidisciplinaire et comprendra des membres qui ensemble, formeront un équilibre d'expertise et de connaissances pratiques entre autres dans les zones suivantes:
 - a. Alimentation scolaire – b. Filets de sécurité / protection sociale – c. Nutrition / sécurité alimentaire – d. Si possible, une expertise des questions sexo-spécifiques/une bonne connaissance des problèmes sexo-spécifiques – e. Tous les membres de l'équipe devraient avoir des compétences analytiques et de communication fortes, une expérience en matière d'évaluation et une familiarité avec le Burundi ou la région – f. Les membres de l'équipe devraient être capables de communiquer clairement verbalement et par écrit en français, langue de rapportage. **NB/ La partie locale de l'équipe de consultant(s) devra idéalement maîtriser le Kirundi (langue locale).**
49. Le Chef d'Equipe aura une expertise technique dans l'une des zones techniques listées ci-dessus, ainsi qu'une expertise dans la conception de méthodologie et avec les outils de collecte de

données, et une expérience prouvée dans la conduite d'évaluations similaires. Elle/Il aura aussi des compétences de leadership, des compétences analytiques et de communication, y compris un bilan ultérieur d'excellentes compétences écrites en français et en compétences de présentation.

50. Ses responsabilités primaires seront: i) définir l'approche de l'évaluation et la méthodologie; ii) guider et gérer l'équipe; iii) mener la mission d'évaluation et représenter l'équipe d'évaluation; iv) ébaucher et réviser, si nécessaire, le rapport de démarrage, la présentation du débriefing de fin du travail sur le terrain (c.à.d. sortie) et le rapport d'évaluation en conformité avec le DEQAS.
51. Les membres de l'équipe formeront ensemble une combinaison complémentaire d'expertise technique nécessaire, et auront des performances ultérieures de travail écrit sur des affectations similaires.
52. Les membres de l'équipe: i) contribueront à la méthodologie dans la partie de leur zone d'expertise basée sur une révision de documents; ii) mèneront des travaux sur le terrain; iii) participeront aux réunions d'équipe et aux réunions avec les participants; iv) contribueront à l'ébauche et à la révision des produits d'évaluation dans leur(s) zone(s) d'expertise.

6.3. Considérations de Sécurité

53. **Une habilitation de sécurité** si nécessaire doit être obtenue de l'équipe du Département des Nations Unies de Sûreté et de Sécurité (UNDSS) basée au Burundi.

- En tant que « fournisseur indépendant » de services d'évaluation pour le PAM, la société d'évaluation est responsable de s'assurer de la sécurité de toutes les personnes embauchées, y compris les arrangements adéquats en cas d'évacuation médicale ou à cause de la situation. Les consultants embauchés par la société d'évaluation ne sont pas couverts par le UNDSS pour le personnel des Nations Unies.
- Tous les consultants recrutés directement par le PAM dans le cadre d'une mission d'évaluation sont considérés comme des personnels des Nations Unies et à ce titre, sont couverts par le système de sécurité des Nations Unies. Les consultants doivent obtenir une *autorisation de voyager ou Security Clearance* avant d'être déployé dans le pays où ils ont été affecté. Tous les consultants doivent obligatoirement avoir complété 2 formations en sécurité qui sont le *Basic Security In The Field (BSITF)* et le *Advanced Security In The Field (ASITF)*.¹²

54. Cependant, pour éviter tout incident de sécurité, le Gestionnaire de l'évaluation doit s'assurer que:

- Le Bureau de Pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès de l'Agent de Sécurité à l'arrivée dans le pays, et organise un briefing de sécurité pour qu'ils aient une idée de la situation sécuritaire sur le terrain.
- Les membres de l'équipe observent les règles de sécurité des Nations Unies applicables et les réglementations – par ex., les couvre-feux, etc.

6.4. Ethique

55. Les évaluations décentralisées du PAM doivent être conformes aux standards et aux normes éthiques du PAM et du [UNEG](#). L'équipe d'évaluation est responsable de protéger et d'assurer le respect des normes d'éthique à chaque étape du processus d'évaluation. Ceci comprend, mais n'est pas limité à, assurer le consentement éclairé, protéger la vie privée, la confidentialité et l'anonymat des participants, assurer le respect de la culture et l'autonomie de ceux-ci, garantir un système de sélection équitable (tenant compte des femmes et des groupes socialement exclus) et enfin assurer que l'évaluation n'ait aucun effet néfaste sur les participants ou leurs communautés.

56. L'équipe d'évaluation est responsable de la gestion de tout risque potentiel lié à l'éthique et devra mettre en place en consultation avec le gestionnaire de l'évaluation des procédures visant à identifier, référer et résoudre toute question d'ordre éthique susceptible de survenir durant la mise en œuvre de l'évaluation. Dans certains cas, des autorisations éthiques appropriées doivent

¹² Cours sur le terrain: Basique <https://dss.un.org/bsitf/>; Avances: <http://dss.un.org/asitf>

être obtenues auprès des autorités locales et institutionnelles. Au cabinet d'évaluation de mener une réflexion sur les problèmes probables et d'anticiper des mesures d'atténuation éventuelles.

7. Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes

57. Le Bureau Pays du PAM:

a- Le Management du PAM BURUNDI (**Directeur ou Directeur Adjoint**) aura la responsabilité de:

- Assigner un Responsable d'évaluation: Jean Mahwane, Programme Policy Officer (VAM).
- Composer le comité d'évaluation interne et le groupe de référence d'évaluation (voir annexe).
- Approuver les TdR finaux, et les rapports de démarrage et d'évaluation.
- S'assurer de l'indépendance et de l'impartialité de l'évaluation à toutes les étapes, y compris l'établissement d'un Comité d'évaluation et d'un Groupe de Référence (voir ci-dessous et la [NT sur l'Indépendance et l'Impartialité](#)).
- Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et le sujet d'évaluation, sa performance et ses résultats, avec le Responsable de l'évaluation et l'équipe d'évaluation.
- Organiser et participer à deux débriefings séparés, un interne et un avec les participants externes.
- Superviser la diffusion et les processus de suivi, y compris la préparation de la Réponse du Management aux recommandations de l'évaluation.

b- Responsable de l'évaluation:

- Gère le processus d'évaluation au cours de toutes les phases, y compris l'ébauche de ces TDR.
- S'assure que les processus d'assurance qualité sont opérationnels.
- Consolide et partage les commentaires sur l'ébauche des TDR, et les rapports de démarrage et d'évaluation avec l'équipe d'évaluation.
- S'assure de l'utilisation des processus d'assurance qualité (listes de vérification, aide qualité).
- S'assure que l'équipe ait accès à toute la documentation et à toutes les informations nécessaires pour l'évaluation; facilite les contacts de l'équipe avec les participants locaux; organise les réunions, les visites de terrain; fournit un soutien logistique pendant le travail de terrain; et organise l'embauche d'un interprète, si nécessaire.
- Organise des briefings sécurité pour l'équipe d'évaluation et fournit tous les matériaux requis.

C- Un Comité d'évaluation Interne a été formé pour s'assurer de l'indépendance et de l'impartialité de l'évaluation. Il est composé par le Directeur Adjoint du BP qui en assure la présidence, le Chargé des évaluations au RBN, les responsables des sections VAM et M&E, le gestionnaire du programme alimentation scolaire, le responsable de la section nutrition, le responsable de l'unité des finances, le responsable de l'appui à la commercialisation des produits alimentaires locaux et le responsable de la sécurité. Les rôles et responsabilités clés comprennent entre autres les décisions par rapport à l'approbation de la composition de l'équipe d'évaluation et l'approbation finale des produits de l'évaluation. La liste de membres est disponible dans l'Annexe 3.

58. **Un Groupe de Référence de l'évaluation** a été formé, le cas échéant, avec une représentation du partenariat clé touchant le programme sous-évaluation à savoir le Gouvernement (Ministère de l'Education, Ministère de l'environnement, de l'Agriculture et de l'élevage ainsi que le Ministère de la santé) et les agences des Nations Unies (UNICEF) et tenant compte de l'expertise technique et de programmation stratégique. Le GRE révisera les produits de l'évaluation afin de fournir une barrière de sécurité supplémentaire contre les prises de partie et les influences.

59. **Le Bureau Régional** (RBN), prendra la responsabilité de:

- Conseiller le Responsable de l'Evaluation et fournir un appui technique durant le processus de l'évaluation.
- Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et sur le sujet d'évaluation le cas échéant.

- Fournir des commentaires sur l'ébauche des TDR, et les rapports de Démarrage et d'évaluation.
- Soutenir la Réponse du Management à l'évaluation et suivre la mise en œuvre des recommandations.

Le Conseiller Régional d'Evaluation, Roberto BORLINI, accomplira la majeure partie des responsabilités listées ci-dessus. Toutefois, d'autres conseiller régionaux techniques sont susceptibles de participer au Groupe de Référence de l'évaluation et d'apporter des commentaires sur les différents produits si nécessaires.

60. **Les divisions appropriées du Siège du PAM** auront la responsabilité de:

- Parler des stratégies, politiques ou systèmes du PAM dans leur aire de responsabilité et du sujet de l'évaluation.
- Commenter sur les TDR de l'évaluation et l'ébauche de rapport.

61. **Les autres Participants (Gouvernement, ONGs, agences des Nations Unies)** feront partie du groupe de référence de l'évaluation.

62. **Le Bureau de l'Evaluation (OEV).** L'OEV par le biais du Conseiller Régional d'Evaluation conseillera le Responsable de l'évaluation et fournira un soutien au processus d'évaluation là où c'est nécessaire. Il est responsable de fournir l'accès à des processus de soutien de qualité indépendants pour revoir les ébauches de termes de référence, rapports de démarrage et d'évaluation d'une perspective d'évaluation. Il assure également une fonction de bureau d'assistance sur demande du Bureau Régional.

8. Communication et budget

8.1 Communication

63. Pour améliorer l'apprentissage tiré de cette évaluation, l'équipe d'évaluation devrait mettre l'emphase sur la transparence et les communications ouvertes avec les participants. Cela sera atteint en assurance un accord clair sur les chaînes et la fréquence des communications avec et entre les participants clés.

64. Le Plan de Communication et d'Apprentissage devra inclure une stratégie de dissémination, indiquant la façon dont les résultats seront diffusés et comment les parties prenantes ou communautés affectées par les problématiques liées à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes seront invitées à participer.

65. Dans le cadre des standards internationaux pour les évaluations, le PAM exige que toutes les évaluations soient rendues disponibles publiquement. A la suite de l'approbation du rapport d'évaluation final. Un rapport final sera produit et partager avec toutes les parties prenantes, des fiches signalétiques sur les résultats de l'évaluation seront produites.

8.2. Budget

66. **Budget:** Dans le but de cette évaluation, le PAM fera recours aux Accords sur le Long Terme existants dans le domaine de prestation des services d'évaluation. Le Budget y sera par conséquent aligné.

67. Le plafond du budget de l'Evaluation ne pourra pas dépasser le montant de 110.000 dollars américains (USD).

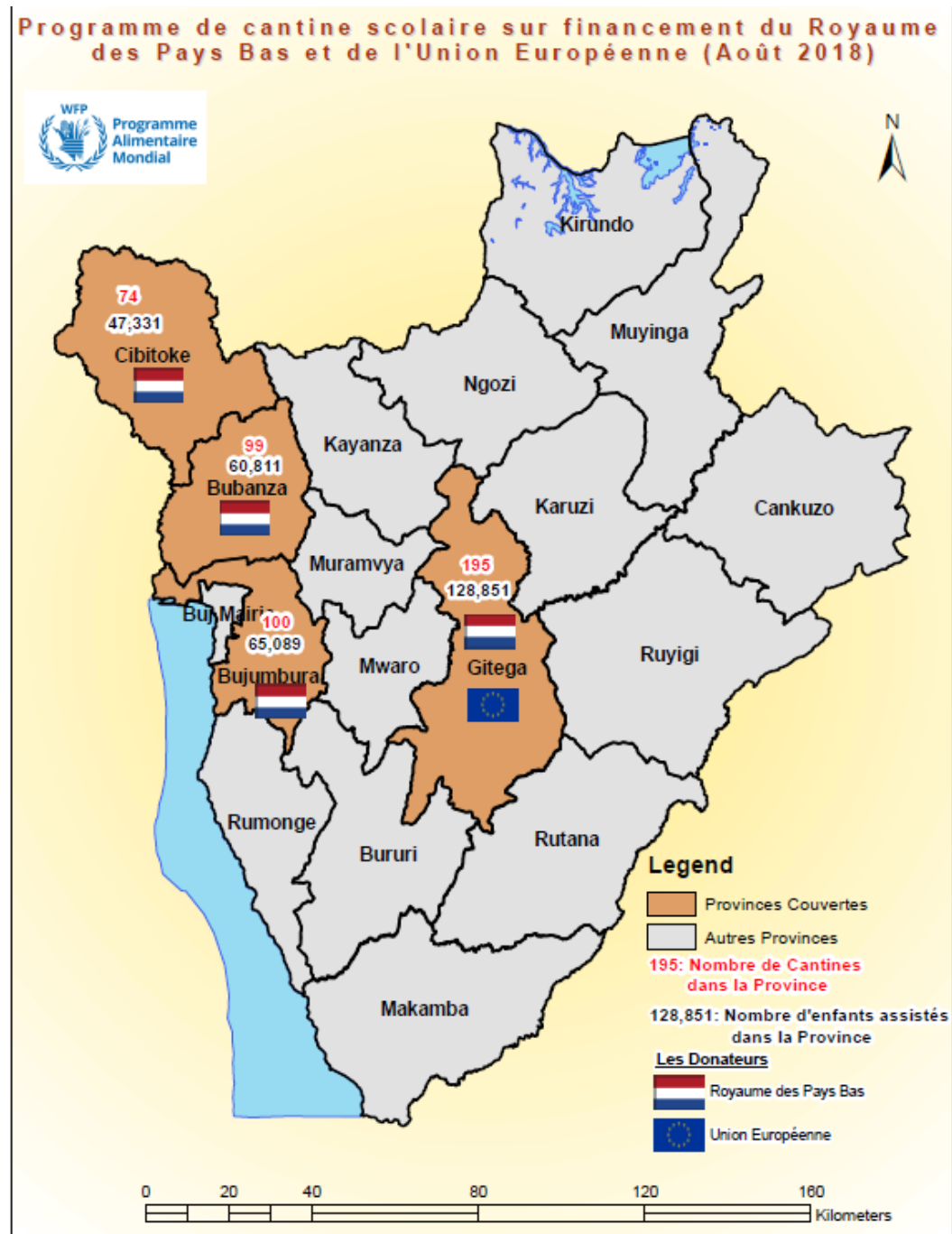
Pour soumettre son offre, le cabinet d'évaluation est tenu d'utiliser soumis par le PAM « [modèle de proposition pour les évaluations décentralisées](#) ».

Le budget de l'évaluation couvrira :

- Les honoraires et les *per diem* des évaluateurs indépendants, du cabinet d'évaluation;
- Leurs voyages internationaux;
- Etc.

Veillez envoyer toute question à Jean Mahwane, Gestionnaire de l'évaluation, au jean.mahwane@wfp.org avec copie à Roberto Borlini, Chargé des évaluations au niveau régional (roberto.borlini@wfp.org).

Annexe 1 Carte



Annexe 2 Programme d'évaluation

	Phases, Produits à délivrer et Calendrier	Dates Clés
Phase 1 - Préparation		
	Etude documentaire, première ébauche des TDR et assurance qualité utilisant la Liste de Vérification pour les TDR	3 semaines
	Soumettre des TDR au service externalisé d'assurance qualité des évaluations décentralisées	3 jours
	Révision des TDR sur la base des observations du service externalisé d'assurance qualité	3 jours
	Circulation des TDR pour revue par l'ERG, BR et autres parties prenantes (lister les participants clés)	2 semaines
	Révision des TDR sur la base des observations reçues	1 semaine
	Soumettre les TDR au Comité d'Évaluation pour approbation	
	Partage des TDR finaux avec les participants dans un but informatif	
	Identification et recrutement de l'équipe d'évaluation	3 semaines
Phase 2 - Démarrage		
	Briefing du noyau de l'équipe	1 jour
	Etude documentaire par l'équipe d'évaluation	3 jours
	Mission de préparation dans le pays (le cas échéant)	1 semaine
	Ebauche du rapport de démarrage, y compris la méthodologie.	1 semaine
	Soumettre l'ébauche de rapport de démarrage au service externalisé d'assurance qualité et Assurance Qualité par le Responsable de l'Évaluation	1 semaine
	Révision du rapport de démarrage sur la base des observations reçues	1 semaine
	Circulation de l'ébauche de rapport de démarrage pour revue à l'ERG, BR et autres parties prenantes (lister les participants clés)	2 semaines
	Regrouper les observations	
	Révision du rapport de démarrage sur la base des observations	1 semaine
	Soumettre le Rapport de Démarrage Révisé au Comité d'Évaluation pour approbation	
	Partage du rapport de démarrage final avec les participants dans un but informatif	
Phase 3 - Collecte de Données et Analyse		
	Briefing de l'équipe dans le pays	1 jour
	Travail de Terrain	3 semaines
	Débriefing dans le pays	1 jour
Phase 4 - Compte-rendu		
	Ebauche du Rapport d'évaluation	3 semaines
	Soumettre l'ébauche de rapport d'évaluation au service externalisé d'assurance qualité et Assurance Qualité par le Responsable de l'Évaluation	1 semaine
	Révision du rapport d'évaluation sur la base des observations reçues	1 semaine
	Circulation de l'ébauche de rapport d'évaluation pour revue à l'ERG, BR et autres parties prenantes (lister les participants clés)	2 semaines
	Regrouper les observations	1 jour
	Révision du rapport d'évaluation sur la base des observations	2 semaines
	Soumettre le Rapport d'évaluation Révisé au Comité d'Évaluation pour approbation	
	Partage du Rapport d'évaluation Final avec les participants lister les parties prenantes clés)	
	Phase 5 Diffusion et Suivi	Jusqu'à 4 semaines

	Préparer la réponse de la direction	
	Partage du Rapport d'évaluation Final et la Réponse de la direction avec le Bureau de l'Evaluation	

Annexe 3 Membres du comité d'évaluation interne

Président du comité de l'évaluation: Martin KABALUAPA – DCD

Gestionnaire de l'évaluation: Jean MAHWANE

Membres:

- Kennedy NANGA (VAM – M&E)
- Roberto BORLINI (REO – RBN)
- Josephine TWAGIRAYEZU (M&E)
- Monique BARIHUTA (SMP)
- Elie KAYOGOMA (SMS)
- Micheal OHIARLAITHE (Nutrition)
- Joyce BYARUHANGA (Finances – Administration)
- Lionel CATTANEO (Security)

Annexe 4 Membres du Groupe de référence de l'évaluation

- Martin KABALUAPA, Directeur adjoint du PAM (Président)
- Jean MAHWANE, PAM (Responsable de l'évaluation)
- Kennedy NANGA, PAM (Membre)
- Roberto BORLINI (REO – RBN)
- Josephine TWAGIRAYEZU, PAM (membre)
- Monique BARIHUTA, PAM (membre)
- Elie KAYOGOMA, PAM (membre)
- Micheal OHIARLAITHE, PAM (membre)
- Joyce BYARUHANGA, PAM (membre)
- Lionel CATTANEO, PAM (membre)
- MINEDUC (Responsable cantine scolaire) – Membre.
- MINEAGRIE (Point focal sécurité alimentaire) – Membre.
- MINISANTE (Responsable Nutrition) – Membre.
- UNICEF (Nutritionniste) – Membre.

Annexe 5 Acronymes

BP: Bureau de Pays

BR: Bureau Régional

COMET: Country Office Monitoring and Evaluation Tool

DEQAS: Decentralized Evaluation Quality Assurance System

EB: Executive Board

ED : Evaluation Décentralisée

EDSB: Enquête Démographique et de Santé du Burundi

FSMS: Food Security Monitoring System

FSOM: Food Security and Outcomes Monitoring

GEEW: **Gender** Equality and Empowerment of Women

GNUE : Groupe des Nations Unies pour l'Évaluation

HGSF: Home Grown School Feeding

ICSP: Interim Country Strategic Plan

IPC: Integrated Phases Classification (Food Security)

M&E: Monitoring and Evaluation

OEV: Office of Evaluation

ONG: Organisation Non-Gouvernementale

P4P: Purchase for Progress

PAM: Programme Alimentaire Mondial

PHL: Post Harvest Loss

PIB : Produit Intérieur Brut

PIDC: Programme International pour le Développement de la Communication

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

QS: Quality Support Service

RBN: Regional Bureau Nairobi

REO: Regional Evaluation Officer

SAFE: Safe Alternative Fuel Energy

SPR: Standard Programme Report

TDR: Termes de Référence

TOC: Theory of Change

UE: Union Européenne

UNCT: United Nations Country Team

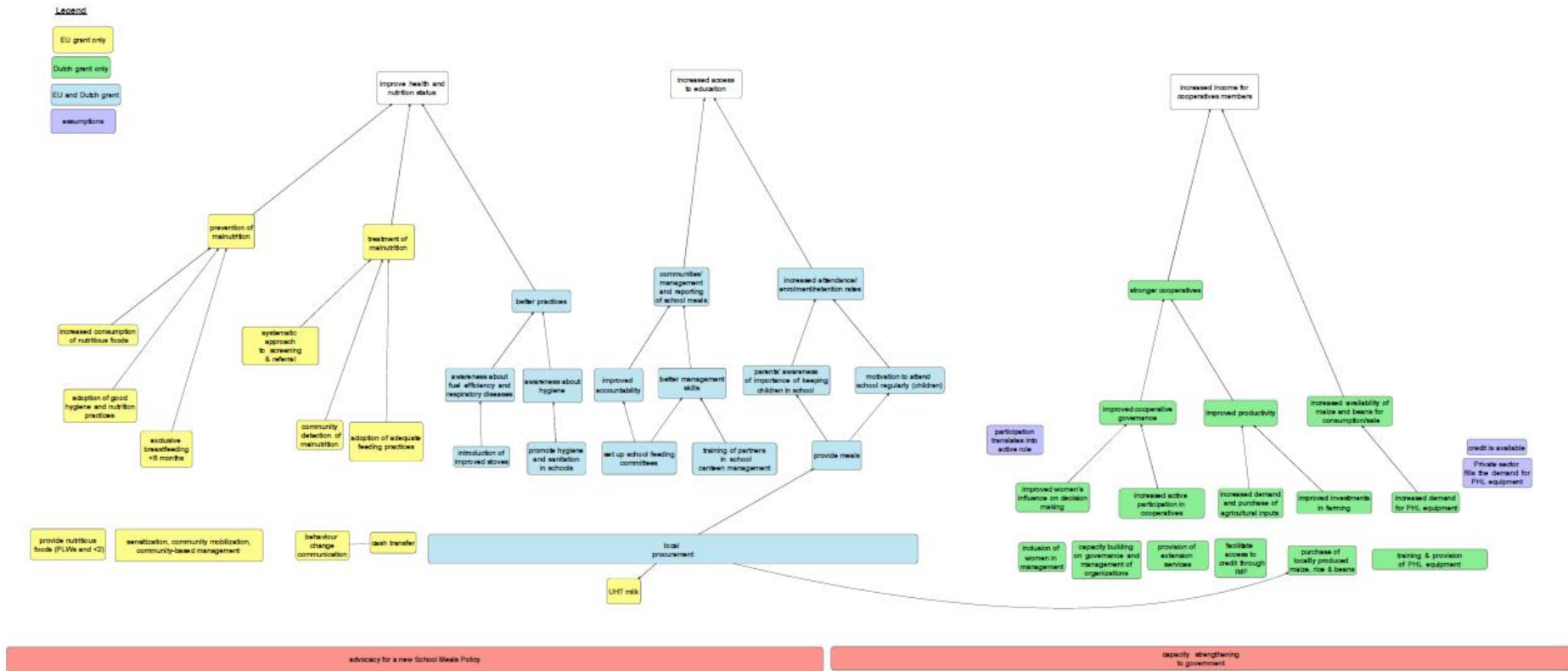
UNDAF: United Nations Development Assistance Framework

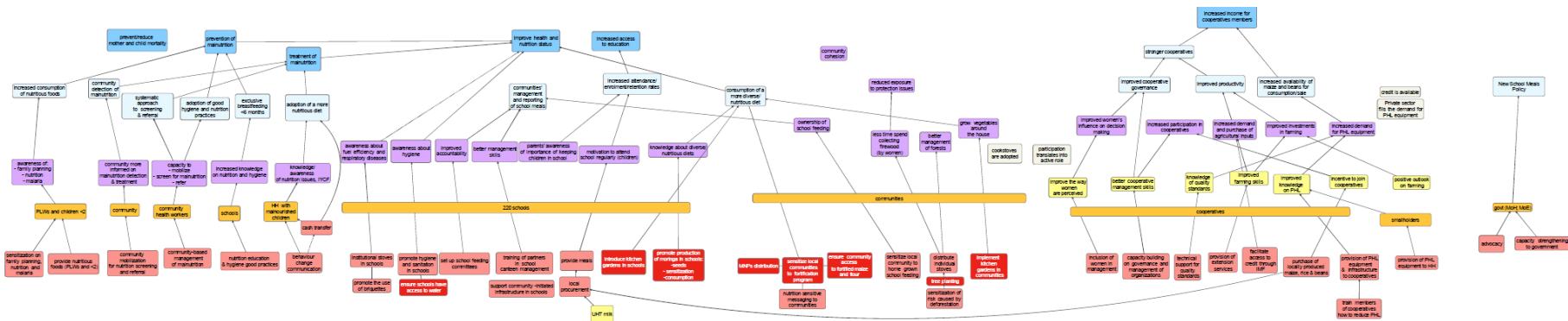
UNDSS: United Nations Department of Safety and Security

UNICEF: United Nations Children's Fund

VAM: Vulnerability Analysis and Mapping

Annexe 6 Autres Annexes Techniques





Cadre Logique1 : Projet sous financement de l'ambassade des Pays Bas.

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Sources de vérification	Hypothèses
But : Eliminer la faim, atteindre la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition, promouvoir l'agriculture durable			
Impact 1 : Le pouvoir socio-économique des femmes est amélioré			
Effet 1.1: L'égalité et autonomisation des sexes sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des femmes membres des comités de gestion des coopératives ; Cible : 60% Proportion des femmes leaderships formées ; Cible : 80% Proportion des femmes membres des coopératives ayant augmenté leur pouvoir économique ; Cible : 40% 	<ul style="list-style-type: none"> Etude de référence Etude d'évaluation de fin de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Conditions socioéconomiques et environnement sécuritaire qui prévaut dans le pays
Impact 2 : Une productivité accrue et des meilleures conditions de vie des ménages de petits producteurs			

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Sources de vérification	Hypothèses
Effet 2.1 : Les petits producteurs produisent de plus grandes quantités de denrées alimentaires de qualité avec moins de pertes post-récolte	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des quantités des denrées alimentaires produites ; Cible : 30% % de réduction des pertes post-récolte de haricots et maïs. Cible : 10% de réduction 	<ul style="list-style-type: none"> Etude de référence Etude d'évaluation de fin de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Conditions socioéconomiques et environnement sécuritaire qui prévaut dans le pays
Produit 2.1.1 : Les petits producteurs reçoivent un soutien technique sur les capacités de production de grandes quantités de denrées alimentaires et des techniques sur les pratiques de gestion post-récolte et de stockage	<ul style="list-style-type: none"> # de coopératives de petits producteurs ayant reçu un soutien technique sur les capacités de production ; Cible : 90 coopératives % de coopératives ciblées qui ont reçu les équipements post-récolte ; Cible : 80% % de coopératives formées sur la manutention post-récolte ; Cible : 80% Les équipements distribués aux coopératives par type ; Cible : au moins 5 types par coopérative # de coopératives ayant bénéficié les équipements de gestion post-récoltes. Cible : 90 coopératives 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de mise en œuvre des activités Rapports de suivi & évaluation Rapports des partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> Meilleures conditions climatiques Partenariats mis en place opérationnels Pas de ravageurs et de maladies post-récolte Bonne synergie avec d'autres acteurs
Produit 2.1.2 : Les petits producteurs répondent efficacement aux marchés des cantines scolaires	<ul style="list-style-type: none"> Quantités de vivres vendues aux cantines scolaires versus planifiées ; Cible : 50% Nombre de coopératives ayant participé aux marchés de cantines scolaires ; Cible : 90 coopératives 		
Produit 2.1.3 : L'accès des coopératives aux IMF est facilité par la création d'un cadre de partenariat	<ul style="list-style-type: none"> # de coopératives ayant accédé aux IMF ; Cible : 50 Nombre de partenaires ayant facilité l'accès aux IMF Cible : 2 		
Effet 2.2: La situation nutritionnelle et sanitaire des populations dans les zones ciblées est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> MAD pour les enfants de 6-23 mois ; Cible : > 70% 	<ul style="list-style-type: none"> Etude de référence Etude d'évaluation de fin de projet Rapport de suivi post-distribution Rapport de suivi et évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> Condition sécuritaire qui prévaut dans le pays Pas de crise humanitaire ou catastrophe naturelle
Produit 2.2.1 : Les élèves et les ménages consomment la farine fortifiée en micronutriments	<ul style="list-style-type: none"> Quantité de farine de maïs fortifié consommées dans les écoles versus planifiée ; Cible : 80% Nombre d'élèves qui ont consommé la farine fortifiée Cible : 100 000 % de ménages ayant consommé la farine fortifiée versus planifiés. Cible : 80% 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de mise en œuvre des activités Rapports de suivi & évaluation Rapports des partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> Les fournisseurs de service en support technique et sensibilisation sont efficaces

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Sources de vérification	Hypothèses
Produit 2.2.2 : Les populations sont sensibilisées sur l'importance de consommer des farines fortifiées en micronutriments	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes formées sur la nutrition et fortification à domicile. Cible : 80% des populations ciblées 		
Produit 2.2.3 : Les enfants de 6-23 mois reçoivent régulièrement des doses de MNPS	<ul style="list-style-type: none"> Effectifs d'enfants de 6-23 mois bénéficiant d'une alimentation nutritive ; Cible : 93,000 Quantité de produits de fortification à domicile (micronutriments) distribuée versus planifié ; Cible : 80% 		
Effet 2.3 : Accès accru des ménages et des communautés aux techniques de gestion durable des eaux et des sols.	<ul style="list-style-type: none"> % des ménages qui ont bénéficié l'assistance technique sur la gestion durable des eaux et des sols. Cible : 80% des ménages et communautés ciblées 	<ul style="list-style-type: none"> Etude de référence et étude d'évaluation de fin de projet 	<ul style="list-style-type: none"> Condition socioéconomique et environnement sécuritaire qui prévaut dans le pays
Produit 2.3.1 : Les capacités des ménages et communautés sont renforcées en matière de gestion durable des eaux et des sols	<ul style="list-style-type: none"> # de programmes de formation par type ; Cible : 3 Nombre de participants aux séances de formation ; Cible : 80% 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités Rapports de suivi & évaluation Rapports des partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> Les communautés locales et les institutions locales spécialisées (DPAE, Agronomes communaux, etc.) sont motivées pour accompagner ce volet du projet.
Produit 2.3.2 : Les écoles et les ménages environnants utilisent des foyers améliorés et des énergies alternatives	<ul style="list-style-type: none"> Effectifs des écoles qui utilisent les foyers améliorés et des énergies alternatives ; Cible : 153 % de ménages qui utilisent les foyers améliorés et des énergies alternatives ; Cible : 80% des ménages ciblées 		
Produit 2.3.3 : Toutes les écoles ciblées disposent de périmètres reboisés	<ul style="list-style-type: none"> Nombre des écoles qui disposent les périmètres reboisés ; Cible : 153 Superficies reboisées : 1 hectare 		
Impact 3 : Accès universel à l'éducation de base de qualité à travers l'alimentation scolaire			
Effet 3.1 : Les inscriptions et la rétention des élèves à tous les niveaux de l'enseignement de base dans les communes ciblées sont accrues	<ul style="list-style-type: none"> Taux annuel moyen de variation du nombre de filles et de garçons inscrits ; Cible : augmentation de 6 % Taux de rétention des filles et garçons : 90% 	<ul style="list-style-type: none"> Etude de référence et étude d'évaluation de fin de projet Statistiques nationales Statistiques sur les indicateurs de performance du programme de cantines scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> Condition sécuritaire qui prévaut dans le pays

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Sources de vérification	Hypothèses
Produit 3.1.1: Vivres et articles non alimentaires distribués en quantité et en qualité suffisantes aux écoles assistées	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de filles et de garçons recevant des repas scolaires en % de chiffres prévus. Cible : 130 000 • Tonnage d'aliments distribué par type, en % des planifications : 100% 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Rapports de suivi & évaluation • Rapports des partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Les fournisseurs de service en support technique et sensibilisation sont efficaces
Produit 3.1.2 : Les écoles assistées disposent d'un paquet essentiel de cuisine	<ul style="list-style-type: none"> • % écoles assistées en paquet essentiel de cuisine ; Cible : 80% • Nombre de paquet essentiel de cuisine disponible ; Cible : 5 au minimum (alimentation, foyers améliorés, genre, protection, lavage des mains) 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Rapports de suivi & évaluation • Rapports des partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne synergie avec d'autres acteurs
Produit 3.1.3 : Les écoles assistées disposent d'un jardin scolaire répondant aux normes de la FAO	<ul style="list-style-type: none"> • % d'écoles à cantines scolaires disposant d'un jardin scolaire répondant aux normes standards de la FAO ; Cible : 80% • Nombre de jardins scolaires mis en place : Cible : un jardin scolaire par école 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Rapports de suivi & évaluation • Rapports des partenaires 	
Produit 3.1.4 : Les élèves dans les écoles assistées ont accès à un paquet essentiel minimum (prévention VIH, sante sexuelle et de la reproduction, genre & protection, deparasitage, hygiène et assainissement)	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'écoles à cantines scolaires disposant un paquet minimum essentiel : Cible : 80% d'écoles ont bénéficié de la sensibilisation sur la prévention VIH, sur la santé sexuelle et la reproduction et ont bénéficié de déparasitage, et ont un dispositif de lavage des mains. 	<ul style="list-style-type: none"> • 	
Impact 4 : Des marchés plus inclusifs et plus efficaces			
Effet 4.1 : Les ventes des petits producteurs à travers les systèmes d'agrégation (coopératives, groupements, associations) augmentent en quantité et en valeur monétaire	<ul style="list-style-type: none"> • % d'augmentation annuelle de produits vendus par les petits producteurs ; Cible : 30% • % d'augmentation de revenus gagnés à travers les systèmes d'agrégation; Cible : 20% 	<ul style="list-style-type: none"> • Etude de référence et d'Evaluation • Enquêtes ménage sur la sécurité alimentaire et la nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> • Bonnes conditions socioéconomiques • Situation sécuritaire qui prévaut dans le pays
Produit 4.1.1 : Les revenus des petits producteurs ont augmenté par le biais des achats locaux au profit des cantines scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • Quantités de vivres par commodité délivrées aux cantines scolaires ; Cible : 12,139 tonnes • Revenus gagnés par les petits producteurs (coopératives, groupements, associations) ; Cible : augmentation de 10% 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport de mise en œuvre des activités • Rapports de suivi évaluation 	

Logique d'intervention	Indicateurs de performance	Sources de vérification	Hypothèses
Produit 4.1.2 : Les coopératives bénéficient de contrats à terme pour répondre efficacement aux marchés des cantines scolaires	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de contrat à terme signés par les coopératives ciblés ; Cible : 5 • Nombre de coopératives ayant participé au projet ; Cible : 90 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrats signés entre PAM/Coopératives 	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne synergie avec d'autres acteurs
Effet 4.2 : Accès accru des petits producteurs aux marchés de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des associations de petits producteurs /groupements ayant amélioré leurs capacités de participation au processus d'appels d'offre ouverts ; Cible : 20% 	<ul style="list-style-type: none"> • Etude de référence et d'Evaluation 	
Produit 4.2.1 : Les groupes de producteurs ont développé des capacités suffisantes pour participer à des processus d'appel d'offre avec le PAM et autres acheteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de groupes de producteurs (coopératives /groupements/associations) ayant amélioré leurs capacités de participation au processus d'appels d'offre ouverts; Cible : 70 • # de programmes de formation par type en matière de processus d'appel d'offre ; Cible : 3 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport de mise en œuvre des activités • Rapports de suivi évaluation • Contrats signés entre PAM/Coopératives 	
Produit 4.2.2 : Les capacités des petits producteurs sont renforcées en matière de gestion organisationnelle et institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • # de programmes de formation par type en matière de gestion organisationnelle et institutionnelle ; Cible : 2 • Nombre de petits producteurs par genre formés ; Cible : 80% 		
Produit 4.2.3 : Les groupes de petits producteurs ont amélioré leurs capacités en matière de gestion de contrat	<ul style="list-style-type: none"> • # de programmes de formation en matière de gestion des contrats; Cible : 3 • Nombre de petits producteurs par genre formés ; Cible : 80% 		
Produit 4.2.4 : Les producteurs sont accompagnés pour la visibilité de leurs coopératives (marquage des sacs)	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de petits producteurs (coopératives /groupements/associations) ayant bénéficié la visibilité de leurs coopératives ; Cible : 20 • Type de marquage mise en œuvre ; Cible : 2 		

Cadre Logique2. Projet cantine scolaire financé par l'union Européenne à Gitega

Objectives	Objectively verifiable indicators of achievement	Sources and means of verification	Assumptions
Overall objective : Contribute to reduce food and nutrition insecurity of rural populations in the Gitega province.			
Specific objective 1: Enhanced equitable access for boys and girls to quality basic education, increase micronutrient for school children through integrated school meals to local food procurement of maize grain and beans from smallholder farmers in provinces currently supported by WFP's Progress (P4P) program.			
<p>Outcome 1.1:</p> <p>Access to quality education and learning skills for pre and primary children school (boys and girls) through an integrated home grown school meals an integrated home grown school meals programme is improved and maintained</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Enrolment rate of boys and girls; target value : increase to 6 % - Retention rate of boys and girls ; target value : > 80% - Proportion of food procured from smallholder farmers. target value : tbd - Proportion of school using improved stoves; target value : 100% 	<p>Baseline and follow-up report</p> <p>Review and final evaluation report</p>	<p>Socio-political conditions are adequate</p> <p>Partners adhere to partnership agreements and prioritize WFP supported activities and areas</p> <p>Potential synergies with WFP's current programs in the same area</p>
<p>Output 1.1.1 :</p> <p>Pre and primary school children (boys and girls) from food insecure and vulnerable households in Gitega province have access to nutritious hot meals</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of pre and primary school children receiving hot meals , disaggregated by age and sex ; target value : 32 000 - Number of schools assisted ; target value : 120 - Quantity of food provided disaggregated by commodity as % of planned 	<p>School records,</p> <p>Monthly Cooperating Partner reports</p> <p>WFP field monitor reports</p>	<p>Socio-political conditions are adequate</p> <p>Timely contribution of funds and secure food availability</p>

<p>Output 1.1.2 :</p> <p>Food (Maize grain or rice and beans) purchased by WFP from female and male smallholder farmers</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Quantities of local commodities (maize grain or rice and beans) purchased by WFP 	<p>Procurement report</p>	<p>Partners adhere to partnership agreements and prioritize WFP activities</p>
<p>Output 1.1.3 :</p> <p>Cooking fuel and energy needs of WFP-assisted schools are adequately met and associated risks are addressed</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Percentage of schools using fuel efficient stoves. target value: 100% - Number of rural people sensitized and trained in the value of use energy saving stoves and associated risks for cooking fuel 	<p>School records, Monthly cooperating partner report</p> <p>Process monitoring report</p>	<p>WFP has signed MOU with appropriate partners</p> <p>Potential synergies with WFP's current programs in the same area;</p>
<p>Output 1.1.4 :</p> <p>Mechanisms for all assisted schools and communities to lodge complaints about and provide feedback on the program are established</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of complaints mechanisms established - Number of beneficiaries sensitized to provide feedback on program as % of planned 		<p>Local community involvement in the management of the programme</p>
<p>Activities :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Schools identification and targeting - Baseline survey in targeted schools - Undertake capacity enhancement measures with vetted suppliers - Undertake contracting process with vetted smallholder farmers ; - Procurement and delivery of food items to targeted schools on monthly basis - Daily distribution of hot nutritious meals to pre and primary school children in targeted schools ; - Ongoing distribution monitoring by WFP monitors or designed third-parties; - Process monitoring of school meals activity by WFP monitors - Conduct bi-annual school meals program reviews with stakeholders (including beneficiaries); 	<p>Budget expenditures vs Plan</p>	<p>WFP WINGS/financial report</p> <p>Monthly Cooperating Partners reports</p> <p>Baseline and follow-up report</p> <p>Post distribution monitoring report</p> <p>Process monitoring report</p>	<p>Sufficient financial and human resources available on time.</p>

<p>- Final Evaluation of school meals program</p>		<p>Training report</p> <p>Review report</p>	
<p>Specific Objective 2 : To reduce stunting of children aged 6–59 months in the selected communes of Gitega province by 5-10 percent as well as build evidence for the best ways and approaches of tackling the problem in Burundi.</p>			
<p>Outcome 2.1 :</p> <p>Higher quality, nutrient dense diets are consumed among target beneficiaries (children aged of 6-59 months, pregnant and lactating women).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion of target children who consume minimum acceptable diet Target value : >70% - Proportion of eligible population who participate in programme (coverage); Target value : 70% - Proportion of target population who participate in adequate number of distribution; Target value: > 80 % - Moderate acute malnutrition (MAM) treatment performance rates ; Target value : recovery rate >75%, mortality rate <3%, default and non-response rate <15% 	<p>Baseline and follow-up report</p> <p>Review and final evaluation report</p> <p>Post-distribution Report</p> <p>Monthly cooperating partner report</p>	<p>Socio-political conditions are adequate</p> <p>Partners adhere to partnership agreements and prioritize WFP supported activities and areas</p> <p>Potential synergies with WFP's current programs in the same area</p>
<p>Output 2.1.1 :</p> <p>Specialised nutritional products are provided to targeted beneficiaries (children aged of 6-59 months and pregnant/lactating women) ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number target beneficiaries receiving specialized nutritious products, disaggregated by age and sex ; target value : to be determined 	<p>Monthly cooperating partner report</p>	<p>Socio-political conditions are adequate</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Quantity of specialized nutritious products provided disaggregated by commodity as % of planned 	<p>Process monitoring report</p> <p>WFP field monitors' reports</p>	<p>Partners adhere to partnership agreements and prioritize WFP activities</p>
<p>Output 2.1.2 :</p> <p>Conditional cash-based transfers is provided to targeted households with malnourished children aged of 6-59 months or pregnant/lactating women in sufficient amounts and in a timely manner.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number target beneficiaries receiving specialized nutritious products, disaggregated by age and sex ; target value : to be determined - Amount of cash transfers provided as % of planned 		<p>WFP has signed MOU with appropriate partners</p> <p>The supply of food and nutritional inputs is assured and there is no pipeline brake;</p>
<p>Output 2.1.3 :</p> <p>Key nutrition messages are adequately delivered to children caretakers (women and men), pregnant and lactating women</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of targeted caregivers (male and female) receiving 3 key messages delivered through WFP-supported messaging and counselling - Proportion of women/men receiving nutrition counselling supported by WFP, as % of planned - Proportion of women/men beneficiaries exposed to nutrition messaging supported by WFP, as % of planned - Number of key messages delivered 		<p>Potential synergies with WFP's current programs in the same area;</p> <p>Men and women willing to attend counselling and awareness sessions on nutrition;</p> <p>Cooking fuel and energy needs are available in sufficient quantity ;</p>
<p>Output 2.1.4 :</p> <p>Mechanisms established for all segments of targeted populations to lodge complaints about and provide feedback on program</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of complaint mechanisms established - Proportion of target populations provide feedback on programmes 		<p>Partners have the sufficient experience with Cash best transfer.</p>
<p>Output 2.1.5 :</p> <p>Cooking fuel and energy needs of households assisted children and PLW are adequately met and associated risks are addressed</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion of target population benefit the cooking fuel and energy needs - Number of cooking fuel and energy provide to target 		

	population		
Activities : <ul style="list-style-type: none"> - Identification, targeting and registration of children aged of 6-59 months and pregnant and lactating women in targeted areas ; - Baseline survey; - Community mobilization; - Nutrition screening and referral; - Procurement and distribution of specialized nutrition products; - Community-based treatment of acute moderate malnutrition; - Organize monthly behavior change communication sessions; - Process monitoring of nutritional programme by WFP monitors or designed third-parties; - Conduct quartely coordination meeting with key stakeholders; - Conduct annual review/Post-distribution monitoring of the nutrition programme with stakeholders. 	Budget expenditures vs Plan	WFP WINGS/financial report Monthly Cooperating Partners reports Baseline and follow-up report Post distribution monitoring report Process monitoring report Training report Review report	Sufficient financial and human resources available on time.

Budgets détaillés

Budget 2eme phase projet finance par les Pays Bas

	Lignes budgétaires	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Total

I.	P4P et Cantines scolaires endogenes				
I.1	Denrées Alimentaires (Mt)	2,801	4,385	3,553	10,739
I.1.1.A	Coût des denrées /cantines scolaires(achats locaux,régionaux et internationaux)	\$1,762,073	\$2,673,930	\$2,132,630	\$6,568,633
I.1.1.B	Achat des sachets de poudre de micronutriments (MNPs)	\$279,732	\$279,732	\$279,732	\$839,196
I.1.3	Transp, Intérieur, stockage& manutention	\$262,880	\$451,624	\$350,791	\$1,065,295
I.1.3.1	Transport Extérieur pays (Overland)	\$168,327	\$108,665	\$88,116	\$365,108
I.1.3.2	Transport intérieur et Livraisons	\$70,915	\$257,219	\$197,006	\$525,140
I.1.3.3	Stockage et Manutention	\$23,638	\$85,740	\$65,669	\$175,047
	Sous-total Coût des Denrées& Transport, Manutention	\$2,304,685	\$3,405,286	\$2,763,153	\$8,473,124
I.2	Autres Coûts d'opération Directs (ODOC)	\$629,637	\$583,423	\$596,448	\$1,809,508
I.2.1	Gestion des activités du programme (Partenariat)	\$70,000	\$70,000	\$70,000	\$210,000
I.2.2	Acquisition de matériels/ustensiles de cuisine	\$86,199	\$99,985	\$54,885	\$241,069
	Achats de briquettes et autres sources d'énergie propre	\$323,438	\$323,438	\$351,563	\$998,439
I.2.3	Suivi-évaluation et études	\$150,000	\$90,000	\$120,000	\$360,000
	Sous-total Autres Couts (ODOC)	\$629,637	\$583,423	\$596,448	\$1,809,508
I.3	Renforcement et Augmentation de capacité(CD&A) des Cooperatives et des Ecoles				

I.3.1	Diverses sessions de formation et de sensibilisation (Gestion post-récolte, construction des foyers améliorés et des briquettes, transformation des feuilles de Moringa en poudre, Nutrition, démonstrations culinaires, Genre, etc.)	\$100,000	\$200,000	\$50,000	\$350,000
I.3.2	Petits équipements de gestion post-récolte (silos hermétiques, sacs hermétiques, balances, sacs de séchage, etc.)	\$200,000	\$300,000	\$150,000	\$650,000
I.3.3	Appui à la réhabilitation des lieux de stockage pour les briquettes au niveau des écoles (1,500 USD/école)	\$50,000	\$50,000	\$0	\$100,000
I.3.4	Achats d'équipement pour la fabrication des briquettes au niveau des communautés	\$0	\$100,000	\$0	\$100,000
I.3.7	Promotion de la production du Moringa (pepinieres, petits équipements de transformation, etc.)	\$80,000	\$100,000	\$50,000	\$230,000
I.3.8	Appui aux activités de reboisement au niveau des écoles et des communautés	\$0	\$200,000	\$150,000	\$350,000
I.3.9	Appui aux « Actions Phares du Gouvernement »	\$50,000	\$50,000	\$50,000	\$150,000
	S/total CD&A	\$480,000	\$1,000,000	\$450,000	\$1,930,000
I.4	Coût d'appui direct (DSC)				
I.4.1	Coût de personnel	\$322,413	\$462,956	\$394,163	\$1,179,531.8
I.4.2	Coûts administratifs	\$131,690	\$108,595	\$92,458	\$332,743
	Sous-total Cout d'appui direct (DSC)	\$454,103	\$571,551	\$486,621	\$1,512,275
I.4	Coûts d'Appui Indirect(ISC)	\$270,790	\$389,218	\$300,736	\$960,743

Grand Total du budget	\$4,139,215	\$5,949,478	\$4,596,957	\$14,685,650
------------------------------	--------------------	--------------------	--------------------	---------------------

Budget projet financé par l'Union Européenne

COMMODITIES	OPERATION		EUROPEAN UNION		
	Tonnage (mt)	Value (US\$)	Contr.Tonnage (mt)	(US\$)	(EUR)
				Rate: 21.16%	
Cereals	11,322	\$4,075,920	2,736	984,960	€ 873,660
Pulses	3,078	\$1,723,680	384	215,040	€ 190,740
Oil and Fats	1,046	\$888,930	228	193,596	€ 171,720
Plumpy Doz	646	\$2,002,104	377	1,169,243	€ 1,037,118
Milk	1,000	\$1,457,000	315	458,955	€ 407,093
Sugar	140	\$70,200	98	48,870	€ 43,348
Iodised salt	225	\$48,375	31	6,742	€ 5,980
Supercereal	2,246	\$1,010,880	-	-	-

Total Food Transfers	19,703	<u>\$11,277,089</u>	4,169	\$3,077,405	2,729,658	€
External Transport		<u>\$428,236</u>		\$90,610	80,371	€
LTSH				Rate		€ 0
LTSH Plan - Landside transport		\$2,588,678		\$547,736	485,842	€
LTSH Plan - Port Operations		\$300,176		\$63,514	56,337	€
LTSH Plan - Air Transport		\$0		\$0	-	€
LTSH Plan - Transshipment point costs		\$717,169		\$151,745	134,598	€
LTSH Plan - EDP Operations		\$45,920		\$9,716	8,618	€
LTSH Plan - Distribution Costs		\$450,000		\$95,215	84,456	€
LTSH Plan - Other LTSH Costs		\$215,000		\$45,492	40,351	€
Total LTSH		<u>\$4,316,943</u>		\$913,418	810,202	€
ODOC Food		\$16,022,268				

ODOC Staff & Staff Related Costs			Rate	€ 0
International Counterpart Consultants		\$56,000	\$12,633	€ 11,205
Local Consultants		\$0	\$0	€ -
Local Staff - Temporary Assistance		\$0	\$0	€ -
Non Staff HR: UNV		\$0	\$0	€ -
Commercial Consultancy Services		\$14,500	\$3,271	€ 2,901
Travel		\$20,000	\$4,512	€ 4,002
Sub-total Staff & Staff Related Costs		<u>\$90,500</u>	\$20,415	€ 18,108
ODOC Recurring Expenses				
Rental of Facility		\$65,000	\$14,663	€ 13,006
Consumables		\$30,000	\$6,767	€ 6,003
Communications and IT Services		\$15,000	\$3,384	€ 3,001
Insurance		\$0	\$0	€ -
Equipment Repair and Maintenance		\$0	\$0	€ -

Vehicle Maintenance and Running Costs	\$0	\$0	€ -
Contracted Services	\$60,000	\$13,535	€ 12,005
Other Offices Expenses	\$0	\$0	€ -
Q & Q Survey	\$152,000	\$34,288	€ 30,414
Sub-total Recurring costs	<u>\$322,000</u>	\$72,637	€ 64,429
ODOC Equipment & Capital Costs			
Vehicles	\$0	\$0	€ -
TC/IT Equipment	\$45,000	\$10,151	€ 9,004
Other Tools, Material and Equipment	\$0	\$0	€ -
Agricultural tools	\$75,000	\$16,919	€ 15,007
Eqpt Kitchen	\$150,000	\$33,837	€ 30,014
Eqpt Health	\$65,000	\$14,663	€ 13,006
Eqpt School	\$65,000	\$14,663	€ 13,006
Eqpt Building	\$0	\$0	€ -

Food Transformation		\$481,185		\$108,547	€ 96,281
Sub-total Equipment & Capital Costs		<u>\$881,185</u>		\$198,780	€ 176,318
Total Food ODOC		<u>\$1,293,685</u>		\$291,832	€ 258,855
Total Food Tool DOC		<u>\$17,315,953</u>		\$4,373,265	€ 3,879,086

Rate
0

Cash and Voucher Tool		(US\$)		(US\$)	(EUR)
Cash Transfers		\$1,908,000		\$130,000.00	€ 115,310
Voucher Transfers		\$0.00			€ -
Total Food Transfers		<u>\$1,908,000</u>		\$130,000	€ 115,310

C&V Related costs					
<i>Related Costs Cash</i>		\$0		\$0	€ -
<i>Delivery Cash</i>		\$190,800		\$30,528	€ 27,078
<i>Other Cash</i>		\$114,480		\$18,317	€ 16,247

Sub-total Related costs		<u>\$305,280</u>		\$48,845	€ 43,325
Total C&V Tool DOC		<u>\$2,213,280</u>		\$178,845	€ 158,635

-

Capacity Development & Augmentation costs		(US\$)		(US\$)	(EUR)
CDAT Staff & Staff Related Costs					
<i>International Professional Staff (P1 to D2)</i>		\$0		\$0	€ -
<i>National GS Staff</i>		\$4,761		\$1,007	€ 893
<i>Incentives/Hazard/Overtime</i>		\$0		\$0	€ -
<i>Local Consultants</i>		\$0		\$0	€ -
<i>International consultant</i>		\$0		\$0	€ -
<i>UNVs</i>		\$5,000		\$1,058	€ 938
<i>Staff Duty Travel</i>		\$0		\$0	€ -
<i>Staff Training and Development</i>		\$0		\$0	€ -
<i>Loc.Staff-Nat.Officer</i>		\$12,000		\$2,539	€ 2,252

Temporary Assistance		\$0		\$0	€ -
Other Staff Costs		\$0		\$0	€ -
Sub-total CDAT Staff Related Costs		<u>\$21,761</u>		\$4,604	€ 4,084
CDAT Equipment and Capital Costs					
Eqpt Health		\$50,000		\$10,579	€ 9,384
Eqpt School		\$65,000		\$13,753	€ 12,199
Sub-total CDAT Equipment and Capital Costs		<u>\$115,000</u>		\$24,333	€ 21,583
Total CDAT Tool		<u>\$136,761</u>		\$28,937	€ 25,667
		-		Rate (based on period)	

Total Direct Operating Costs (DOC)					
		<u>\$19,665,994</u>		<u>\$4,581,047</u>	<u>€ 4,063,389</u>
				Rate	20.73%
Direct Support Cost (DSC)		(US\$)		(US\$)	(EUR)
WFP Staff Related Costs		-			
International Professional Staff (P1 to D2)		\$564,074		\$116,921	103,709

International GS Staff	\$0	\$0	0
National GS Staff	\$278,000	\$57,624	51,112
Incentives/Hazard/Overtime	\$25,000	\$5,182	4,596
Local Consultants	\$60,300	\$12,499	11,087
International consultant	\$108,000	\$22,386	19,857
UNVs	\$225,000	\$46,638	41,368
Staff Duty Travel	\$125,000	\$25,910	22,982
Staff Training and Development	\$25,000	\$5,182	4,596
Loc.Staff-Nat.Officer	\$156,120	\$32,360	28,704
Temporary Assistance	\$71,072	\$14,732	13,067
Other Staff Costs	\$28,900	\$5,990	5,313
Commercial Consultancy Services	\$337,280	\$69,911	62,011
Sub-total WFP Staff Related Costs	<u>\$2,003,746</u>	<u>\$415,335</u>	<u>368,402</u>
Recurring Expenses and Other DSC Costs	-		
Rental of Facility	\$95,000	\$19,692	17,466
Utilities General	\$110,000	\$22,801	20,224
Communications and IT Services	\$150,000	\$31,092	27,578
Insurance	\$9,500	\$1,969	1,747
Equipment Repair and Maintenance	\$150,000	\$31,092	27,578
Vehicle Maintenance and Running Cost	\$111,040	\$23,016	20,415

Other Office Expenses		\$15,000		\$3,109	2,758
UN Organisations Services		\$150,000		\$31,092	27,578
Commercial Consultancy		\$63,500		\$13,162	11,675
Office Supplies		\$35,000		\$7,255	6,435
Sub-total Recurring Expenses and Other DSC Costs		<u>\$889,040</u>		<u>\$184,279</u>	€ <u>163,456</u>
Capital Equipment Costs					
Vehicle Acquisition		\$120,000		\$24,873	22,063
TC/IT Equipment		\$106,400		\$22,054	19,562
Other Equipment and Capital Costs		\$195,943		\$40,615	36,025
Sub-total Capital Equipment Costs		\$422,343		<u>\$87,543</u>	<u>77,651</u>
Total Direct Support Costs		<u>\$3,315,130</u>		<u>\$687,157</u>	€ <u>609,508</u>
Total WFP direct project costs (US\$ / €)		<u>\$22,981,123</u>		<u>\$5,268,204</u>	€ <u>4,672,897</u>
		-		-	-
Indirect Support Costs (ISC) 7%		<u>\$1,608,679</u>		<u>\$368,774</u>	€ <u>327,103</u>
		-		-	-
TOTAL WFP COSTS		<u>\$24,589,802</u>		<u>\$5,636,979</u>	€ <u>5,000,000</u>